

Réunion Grand Débat

Pouzauges (85)

16/02/19

65 participants

Début à 10h15

Thème 1 : Démocratie et citoyenneté

- La démocratie participative est en route mais elle a du mal à durer
 - o Renforcer les consultations des citoyens pour les projets d'aménagement locaux > on constate parfois un manque d'implication des populations
 - o Réunions de travail
 - Renforcer les liens entre les différents acteurs : citoyens, associations et commune
 - Consulter, faire s'exprimer, mettre en œuvre et rendre compte
 - o Décisions des projets prioritaires par les citoyens
- Le travail entre les parties prenantes doit rester dans le cadre légal
- Vote : on doit lutter contre l'abstentionnisme
 - o Besoin démocratie participative
 - o Référendum envisageable sur nombre de sujet > référendum ouvert et non binaire (Oui/Non) > exemple au niveau local pour enrichir la réflexion > plus de consultations
 - o Référendum pour des questions locales > Suisse bon exemple
 - o Referendum d'Initiative Citoyenne (RIC) : pour avis et consultation des populations
 - o Compter les votes blancs
- Les français ne croient plus les politiques : les consultations citoyennes ne remportent pas un franc succès à cause de cela
- Immigration : donner le droit du travail aux demandeurs d'asile et déboutés du droit d'asile > besoin de plus de communication sur le sujet pour éviter les fausses interprétations > besoin de plus d'intégration dans les différentes politiques
- Bravo aux EPCI locaux pour les nombreuses consultations de la population

La fiscalité et les dépenses publiques

- Baisse de la TVA sur les produits de première nécessité
- Faire une TVA pour les produits intermédiaires
- Augmenter la TVA pour les produits de luxe (en compensation des baisses)
- Mettre en place une TVA sociale :
 - o Faire porter de la TVA sur les produits d'import

- Rétablissement de l'ISF avec exonération des sommes réinvesties dans l'économie française
- Taxe d'habitation : rééquilibrer les dotations entre l'urbain et le rural (Compensation de l'Etat suite à la suppression de la TH) > répartition au prorata du nombre d'habitants
 - o La suppression de la TH était une erreur, une révision des taux eu été plus juste et appropriée
- Fin des privilèges pour les grands élus (ex : présidents, députés, etc.)
- Réduire les privilèges et salaires dans l'administration publique d'Etat et des commissions
- Régulation des taux de marge sur les médicaments et dépenses de santé
- Diminution des cotisations sociales
- Ne pas toucher aux dépenses régaliennes ni dans le domaine de l'éducation
- Non cumul des mandats sociaux et électoraux sans travail effectif
- L'évasion fiscale doit être pénalisée :
 - o Les recettes qui devraient rentrer doivent être récupérées par les services de l'Etat
- Revoir les niches fiscales
- Réduire les dépenses pour réduire la dette > lesquelles ?
- Les impôts sur le revenu doivent être plus progressifs
- Augmenter les salaires et les retraites sans augmenter les coûts globaux pour ne pas pénaliser l'emploi > les salaires étant augmentés par les entreprises, cela parait difficile
- Plus de transparence dans les dépenses de l'Etat
- Coût des médicaments : on devrait favoriser la diffusion des médicaments sans calquer le prix uniquement sur le coût de la recherche > trop de marge pour les laboratoires
- Le système de santé français est « très gratuit, trop gratuit »
- On doit responsabiliser les citoyens en matière de santé > congestion des corps médicaux pas forcément justifiée dans certains cas
- Economies de 40 mds : L'Etat devrait se financer directement à la Banque Centrale Européenne (suppression des intérêts dus aux emprunts aux banques privées)

La transition écologique

- Aides de l'Etat pour la rénovation énergétique et les moyens de transport propres
- Arrêter d'acheter des produits venant de l'étranger > favorisation des produits locaux via mécanismes fiscaux
- Produire localement, produire nature
- Encourager les locaux à faire leurs produit naturel (à faire chez soi)
- Développer le transport en commun en milieu rural pour avoir une alternative aux véhicules individuels > promouvoir les transports propres

- Redynamiser les commerces dans les petites communes avec les produits de première nécessité : local, simple, abordable, traçable
- Mettre en place des lieux d'habitat collectif et intergénérationnels
- Mutualiser différents matériels : tondeuses par exemple
- Chauffer moins dans les maisons > impact sur la santé
- Organiser des covoiturages pour toutes les occasions
- Réapprendre à vivre ensemble et s'entraider
- Electricité : de nombreuses solutions à mettre en place pour réduire la consommation
- Tout le monde doit être acteur du changement écologique, pas seulement les politiques et institutions
- Améliorer les chemins vélos et piétons dans les campagnes, pas uniquement pour les touristes
- Taxer les entreprises polluantes et délocalisatrices
- Cantines : produits locaux et sains
- Apprendre à nos enfants à se faire à manger avec des cultures locales, maison
- Economie : mettre en place des monnaies locales pour favoriser le vivre ensemble > permettrait à la précarité de disparaître
- La première écologie est le citoyen : santé > action saine
- Budgets contraints > moins de routes > plus de rail > transition des modes de transports (ex : ligne Cholet – Les Herbiers)
- Energies : l'hydrogène devrait être développé
- L'énergie nucléaire n'est pas une bonne énergie : pollution sur le très long terme > éoliennes en terre, en mer, énergie solaire > pas assez de budget alloué
- Etendre le principe des écoquartiers pour promouvoir le vivre ensemble
- Eau : le traitement de l'eau et son utilisation doivent être un sujet pris à bras le corps
- Des progrès à faire en production des denrées > impact positif sur l'environnement et l'aspect économique

L'organisation de l'Etat et des services publics

- On doit simplifier la mille-feuille incompréhensible
 - La validation par différents échelons n'est pas forcément pertinente, complexifie et allonge les délais > notion de confiance envers les agents
 - A quoi sert une sous-préfecture ? > A supprimer car doublon avec la préfecture ?
- Supprimer les communes de moins de 300 habitants
 - Mettre en place des bureaux de services publics à la place de mairies
- Les autorisations préfectorales nécessiteraient d'être remises à plat > loin d'être toujours justifié > représente beaucoup de travail > obstacle pour le travail bénévole
- Nécessité de redonner certaines décisions aux élus locaux > au plus près du terrain, plus de pertinence dans les décisions

- Diminution de Conseil économique, social et environnemental > certaines commissions devraient être limitées dans le temps pour éviter le cumul des organismes et agences parfois obsolètes
- La systématisation des rendez-vous par internet n'est pas une bonne chose
- Mise en place de maisons d'écrivains publics pour une aide aux démarches administratives > financer par l'Etat et non les collectivités > à développer
- Santé : consultation à distance par internet > cela peut parfois être intéressant
- Santé en milieu rural : favoriser le métier d'herboriste dans la réglementation
- Soins : beaucoup de temps d'attente > sujet à régler
 - o La santé traverse de nombreuses difficultés :
 - Manque de personnel > difficultés de prise en charge et de qualité des soins
 - Manque d'établissements d'accueil pour les personnes dépendantes
- Désertification médicale : imposer aux médecins d'aller dans les campagnes pour équilibrer la répartition des corps médicaux
- Les médecins sont payés par nos cotisations sociales > ils devraient être soumis à des quotas

Fin à 12h30

Commentaire rajouté à la demande de certains participants :

Dialogue républicain avec des désaccords mais écoute et respect mutuel des participants.